

# Privacidade e Proteção de Dados

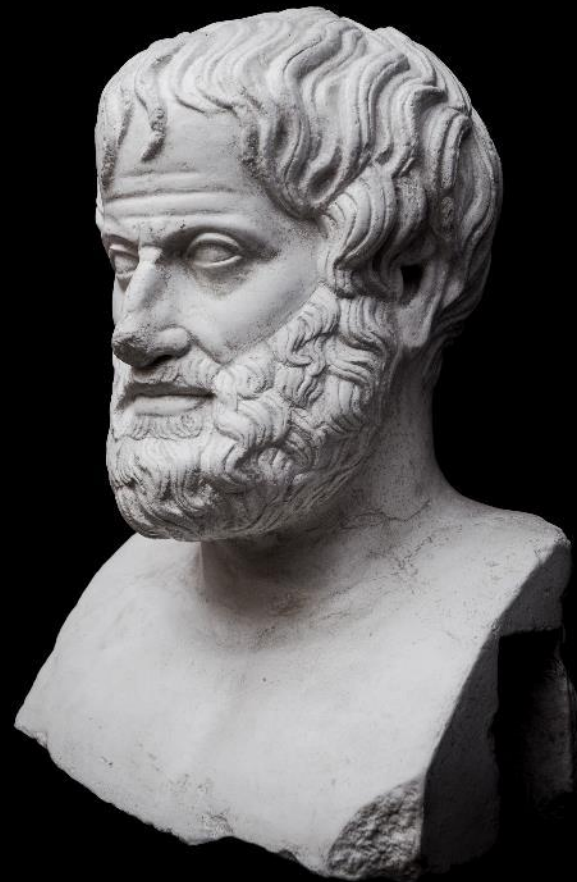
## Evolução legislativa

Professor: Pedro Vilhena

← 350 AC



Distinção entre a esfera pública de atividade política e a esfera privada da vida relacionada à família.

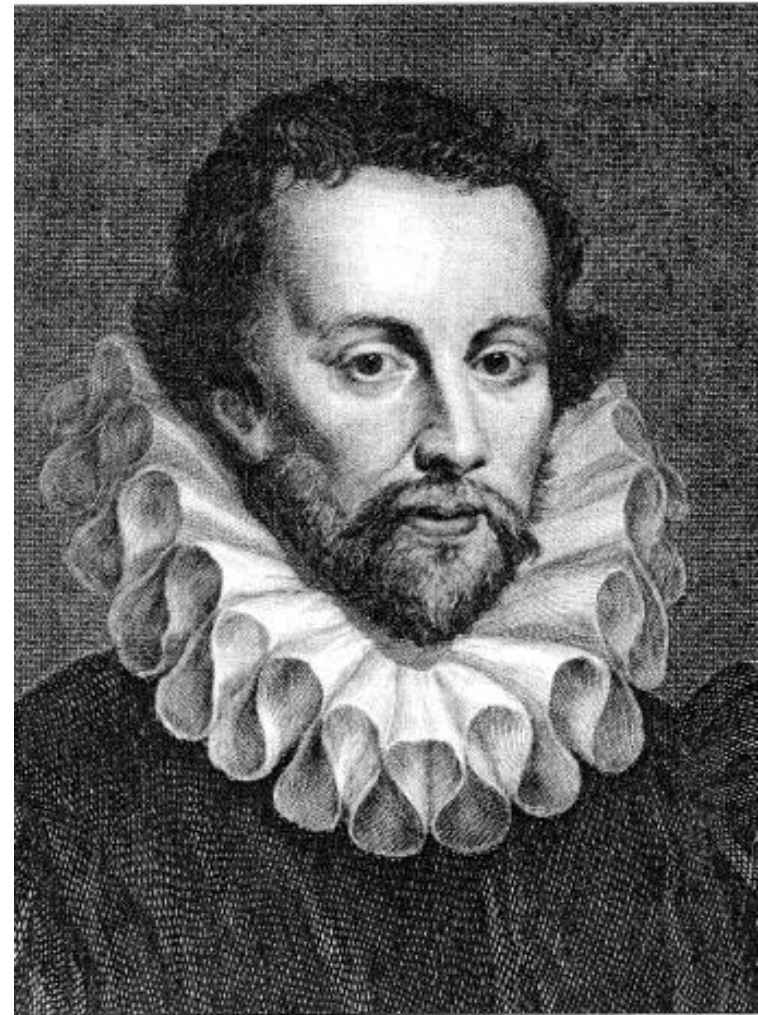


1604



## Semayne's Case

*A casa de cada um é para si  
como seu castelo e fortaleza,  
assim como para sua defesa  
contra a injúria e a violência*



EDWARD COKE

1790-X



Arcebispo Boisgelin criticava o “certificado de boa vida e bons modos” exigido dos mendigos e defendia a “liberdade de se mudar, se dissimular, e também um direito ao anonimato e ao respeito ao segredo dos indivíduos”



1890



Publicação do artigo de Samuel D. Warren e Louis Brandeis “The Right to Privacy”, na Harvard Law Review.

*("right to be left alone")*

# HARVARD LAW REVIEW.

VOL. IV.

DECEMBER 15, 1890.

NO. 5.

## THE RIGHT TO PRIVACY.

"It could be done only on principles of private justice, moral fitness, and public convenience, which, when applied to a new subject, make common law without a precedent; much more when received and approved by usage."

WILLES, J., in *Millar v. Taylor*, 4 Burr. 2303, 2312.

THAT the individual shall have full protection in person and in property is a principle as old as the common law; but it has been found necessary from time to time to define anew the exact nature and extent of such protection. Political, social, and economic changes entail the recognition of new rights, and the common law, in its eternal youth, grows to meet the demands of society. Thus, in very early times, the law gave a remedy only for physical interference with life and property, for trespasses *vi et armis*. Then the "right to life" served only to protect the subject from battery in its various forms; liberty meant freedom from actual restraint; and the right to property secured to the individual his lands and his cattle. Later, there came a recognition of man's spiritual nature, of his feelings and his intellect. Gradually the scope of these legal rights broadened; and now the right to life has come to mean the right to enjoy life,—the right to be left alone; the right to liberty secures the exercise of extensive civil privileges; and the term "property" has grown to comprise every form of possession—intangible, as well as tangible.

Thus, with the recognition of the legal value of sensations, the protection against actual bodily injury was extended to prohibit mere attempts to do such injury; that is, the putting another in



1930-45



Tratamento de dados pessoais  
como arma de destruição em  
massa.

O censo de 1939 permitiu ao  
regime nazista a localização e o  
extermínio de diversos indivíduos.

“Registro dos Judeus”, de Adolf  
Eichmann



1948



## Declaração Universal dos Direitos do Homem

Artigo 12 – Ninguém será sujeito à **interferência em sua vida privada**, em sua família, em seu lar ou em sua correspondência, nem a ataque à sua honra e reputação. Todo ser humano tem direito à proteção da lei contra tais interferências ou ataques.

# DECLARAÇÃO UNIVERSAL DOS DIREITOS HUMANOS

*A Declaração Universal dos Direitos Humanos, que delineia os direitos humanos básicos, foi adotada pela Organização das Nações Unidas em 10 de dezembro de 1948 (A/RES/217).*



1950



## Convenção Europeia dos Direitos Humanos

Artigo 8º - Direito ao respeito pela vida privada e familiar

1. Qualquer pessoa tem direito ao respeito da sua vida privada e familiar, do seu domicílio e da sua correspondência.







1966



## **Freedom of Information Act (FOIA)**

Direito de acesso a documentos  
de agencias estatais.



1970



## Datenschutzgesetzgebung

Hesse (Alemanha) tem a primeira lei moderna sobre proteção de dados no mundo

A Renânia Palatinado adota lei equivalente em 1974.



1973



**Lei da Suécia**  
Criminalização do  
furto de dados e  
criação do direito de  
acesso





1977



## Bundesdatenschutzgesetz

Lei Federal da Alemanha  
sobre a Proteção de Dados

Inclusão do requerimento de  
consentimento para o  
tratamento de dados  
pessoais

Die Gesetze der Bundesrepublik Deutschland

# BDSG

Bundesdatenschutzgesetz

*Gültig ab 25. Mai 2018.*

4. Auflage 2018  
Stand: 27. Januar 2018

G. Recht (Herausgeber)

1974-8



# Lei informática e liberdades e a CNIL

Autoridade com missão de acompanhar a evolução da informática para garantir que o seu progresso beneficiará os cidadãos sem afrontar suas liberdades ou sua privacidade.

Quatro direitos fundamentais são criados:

*Direito à informação; direito de acesso; direito de retificação; e direito de oposição.*

## JUSTICE

### Tandis que le ministère de l'intérieur développe la centralisation de ses renseignements

### Une division de l'informatique est créée à la chancellerie

En ordre dispersé, les départements ministériels tentent de développer à leur profit, à leur seul usage, l'informatique et son outil, l'ordinateur. Ce n'est pas tout à fait un hasard si, à l'époque où le Journal officiel va publier un arrêté créant une « division de l'informatique » au ministère de la Justice, celui de l'intérieur met la dernière main à la mise en route d'un ordinateur

puissant destiné à rassembler la masse énorme des renseignements graphiés sur tout le territoire; pas un hasard non plus si le projet SAFARI (système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus) destiné à définir chaque Français par un « identifiant », qui ne détermine que lui, maintenant fermé, est l'objet de convoitises ardentes; le ministère de l'intérieur y souhaite

jouer le premier rôle. En effet, une telle banque de données, s'ouvrant opérationnel de toute autre collecte de renseignements, donnera à qui la possèdera, une puissance sans égale.

Ainsi se trouve d'évidence posé un problème fondamental, même s'il est resté : celui des rapports des libertés publiques et de l'informa-

tique. Son importance exigerait qu'il en fût, au Parlement, publiquement débattu. Tel ne paraît pas être, pourtant, la solution envisagée par le premier ministre dans les directives qu'il vient d'adresser au ministère de la Justice, intéressé au premier chef si l'on s'en rapporte à la Constitution qui dans son article 66 fait de l'autorité judiciaire le gardien des libertés individuelles.

## « Safari » ou la chasse aux Français

Rue Jules-Breton, à Paris-13<sup>e</sup>, dans des locaux du ministère de l'intérieur, un ordinateur Iris-60 avec bi-processeur est en cours de mise en marche. A travers la France, les différents services de police détiennent, selon la confiance faite par un très haut magistrat, 500 millions de fiches, réparties dans 400 fichiers. Ainsi se trouve posée — et, à terme, théoriquement résolue — les données d'un problème comprenant, d'une part, l'énormité des renseignements collectés ; de l'autre, la méthode à définir pour faire de cet ensemble une source unique, à tous égards, de renseignements.

### De vastes ambitions

Il n'y a pas que cela. Le ministère de l'intérieur a d'encore plus vastes ambitions. Détenteurs, déjà, du fichier national du recensement,

l'origine, budgétairement, n'était pas du tout prévu pour la tâche qu'il a finalement assumée, mais pour « traiter » les données administratives du Fichier national des constructeurs (F.N.C.). Il s'agit donc apparemment d'un détournement manifeste de crédits d'études, ce qui n'était sans doute pas le vœu du Parlement qui les vota.

Ce n'est pas, pourtant, que les avertissements sont manqués. Le Conseil d'Etat en 1970, puis le ministère de la Justice en 1972 (qui avait rappelé le rôle dévolu à l'autorité judiciaire de « gardien des libertés individuelles » et donc réclamé voix au chapitre) ont insisté sur la nécessité d'une intervention législative qui préciserait les quelques éléments essentiels de l'emploi de l'informatique appliquée aux particuliers : réglementation de l'accès des tiers aux fichiers, de l'intercommunication de ceux-ci, droit de rectification des personnes fichées et les renseignements retenus sans inconvénient, etc.

outils, il n'apparaît pas — sauf erreurs négligeables, relativement — que l'accès des tiers ou le droit à contrôle des personnes visées — par demande d'un extrait — ait jamais provoqué des bavures préjudiciables à la légalité.

De même, le fichier national des conducteurs, dans sa partie judiciaire, est prévu par une loi, et il faut regretter que les textes d'application aient permis des illégalités injustifiables — mais connues (le Monde du 8 mars).

### « A la hussarde »

Fort courtant, de ces violations,

dite commission. D'autant qu'il est d'ores et déjà connu que M. Touffait a été rayé de la liste des « sachants ». Il semble d'ailleurs que les réactions vives qui sont enregistrées portent moins sur le renouvellement des structures, jugées inévitables, que sur la méthode « à la hussarde » employée par les membres de l'entourage de M. Teilinger pour mener à bien ses projets de rénovation de la gestion dans le domaine judiciaire.

Est-ce à dire de plus que les choix que l'on entend promouvoir soient nécessairement les plus opportuns ? Tout indique, pour l'instant, que, si le ministère de l'intérieur a d'un agissement technique, à illustrer son discours par un large reportage sur les équipements du tribunal de Bobigny — plus réduits, donc plus rapides à réaliser, ainsi plus vite source d'orgueil pour leurs créateurs.

C'est donc un doute global qui pèse sur les intentions du gouvernement, en général, et du ministère de la Justice, en particulier : ce dernier département, qui rappelle à tous sa mission de protection des libertés individuelles, a apparemment accepté sans broncher la suppression d'un éventuel débat public, ce qui jette sur les déclarations « libérales » de



1980



## OCDE

Diretrizes sobre proteção de dados, refletindo o aumento do uso de computadores para processar transações comerciais (atualizado em 2013)

## THE OECD PRIVACY FRAMEWORK



2013

1981



## Convenção/Tratado 108

Tratado de Estrasburgo para a proteção de **indivíduos** com relação ao tratamento automático de dados pessoais.

Coercitivo. Corte Europeia dos Direitos Humanos (Estrasburgo)



Non-Members of Council of Europe

|                              | Signature | Ratification | Entry into Force |
|------------------------------|-----------|--------------|------------------|
| <a href="#">Argentina</a>    |           | 25/02/2019 a | 01/06/2019       |
| <a href="#">Burkina Faso</a> |           |              |                  |
| <a href="#">Cabo Verde</a>   |           | 19/06/2018 a | 01/10/2018       |
| <a href="#">Mauritius</a>    |           | 17/06/2016 a | 01/10/2016       |
| <a href="#">Mexico</a>       |           | 28/06/2018 a | 01/10/2018       |
| <a href="#">Morocco</a>      |           | 28/05/2019 a | 01/09/2019       |
| <a href="#">Senegal</a>      |           | 25/08/2016 a | 01/12/2016       |
| <a href="#">Tunisia</a>      |           | 18/07/2017 a | 01/11/2017       |
| <a href="#">Uruguay</a>      |           | 10/04/2013 a | 01/08/2013       |

1983



**Direito à  
Autodeterminação  
informacional/tiva**  
Precedente da Corte  
Constitucional statuindo  
um direito humano à  
autodeterminação quanto  
aos dados pessoais,  
incluindo proteção contra a  
coleta, o armazenamento, o  
uso e a publicação ilimitada.



1990



ONU

Diretrizes para a  
Regulação de Arquivos  
Computadorizados de  
Dados Pessoais.

UNITED  
NATIONS

E



**Economic and Social  
Council**

Distr.  
GENERAL

E/CN.4/Sub.2/1988/22  
21 July 1988

ENGLISH  
Original: FRENCH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS

Sub-Commission on Prevention of Discrimination  
and Protection of Minorities  
Fortieth session  
Item 11 of the provisional agenda

HUMAN RIGHTS AND SCIENTIFIC AND TECHNOLOGICAL DEVELOPMENTS

Guidelines for the regulation of computerized  
personal data files

Final report submitted by Mr. Louis JOINET

Special Rapporteur

CONTENTS

|                                    | <u>Paragraphs</u> | <u>Pages</u> |
|------------------------------------|-------------------|--------------|
| Background to the draft guidelines | 1 - 5             | 2            |
| General comments and suggestions   | 6 - 12            | 2 - 3        |
| Commentary on proposed amendments  | 13 - 32           | 4 - 9        |

Annexes

|                                                                                                                                                                              |         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Guidelines applicable to computerized personal<br>data files                                                                                                                 | 10 - 12 |
| List of Governments, United Nations organs,<br>specialized agencies, regional organizations<br>and non-governmental organizations which have<br>followed up the consultation | 13 - 14 |



1995



## Diretiva 95/46/CE

Padrões mínimos de PDP nos países membros (15→27)

Previsão de:  
Autoridades nacionais  
Direitos dos titulares  
Transferências internacionais

Implementação irregular

### DIRETIVA 95/46/CE DO PARLAMENTO EUROPEU E DO CONSELHO

de 24 de Outubro de 1995

relativa à protecção das pessoas singulares no que diz respeito ao tratamento de dados pessoais e à livre circulação desses dados

O PARLAMENTO EUROPEU O CONSELHO DA UNIÃO EUROPEIA,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Europeia e, nomeadamente, o seu artigo 100º A,

Tendo em conta a proposta da Comissão <sup>(1)</sup>,

Tendo em conta o parecer do Comité Económico e Social <sup>(2)</sup>,

Deliberando nos termos do procedimento previsto no artigo 189º B do Tratado <sup>(3)</sup>,

(1) Considerando que os objectivos da Comunidade, enunciados no Tratado, com a redacção que lhe foi dada pelo Tratado da União Europeia, consistem em estabelecer uma união cada vez mais estreita entre os povos europeus, em fomentar relações mais próximas entre os Estados que pertencem à Comunidade, em assegurar o progresso económico e social mediante acções comuns para eliminar as barreiras que dividem a Europa, em promover a melhoria constante das condições de vida dos seus povos, em preservar e consolidar a paz e a liberdade e em promover a democracia com base nos direitos fundamentais reconhecidos nas Constituições e leis dos Estados-membros, bem como na Convenção europeia para a protecção dos direitos do Homem e das liberdades fundamentais;

(2) Considerando que os sistemas de tratamento de dados estão ao serviço do Homem; que devem respeitar as liberdades e os direitos fundamentais das pessoas singulares independentemente da sua nacionalidade ou da sua residência, especialmente a vida privada, e contribuir para o progresso económico e social, o desenvolvimento do comércio e o

artigo 7º A do Tratado, é assegurada a livre circulação das mercadorias, das pessoas, dos serviços e dos capitais, exigem não só que os dados pessoais possam circular livremente de um Estado-membro para outro, mas igualmente, que sejam protegidos os direitos fundamentais das pessoas;

(4) Considerando que o recurso ao tratamento de dados pessoais nos diversos domínios das actividades económicas e sociais é cada vez mais frequente na Comunidade; que o progresso registado nas tecnologias da informação facilita consideravelmente o tratamento e a troca dos referidos dados;

(5) Considerando que a integração económica e social resultante do estabelecimento e funcionamento do mercado interno nos termos do artigo 7º A do Tratado irá necessariamente provocar um aumento sensível dos fluxos transfronteiras de dados pessoais entre todos os intervenientes, privados ou públicos, na vida económica e social dos Estados-membros; que o intercâmbio de dados pessoais entre empresas estabelecidas em diferentes Estados-membros tende a intensificar-se; que as administrações dos Estados-membros são chamadas, por força do direito comunitário, a colaborar e a trocar entre si dados pessoais a fim de poderem desempenhar as suas atribuições ou executar tarefas por conta de uma administração de outro Estado-membro, no âmbito do espaço sem fronteiras internas que o mercado interno constitui;

(6) Considerando, além disso, que o reforço da cooperação científica bem como a introdução coordenada de novas redes de telecomunicações na Comunidade exigem e facilitam a circulação transfronteiras de dados pessoais;





2002

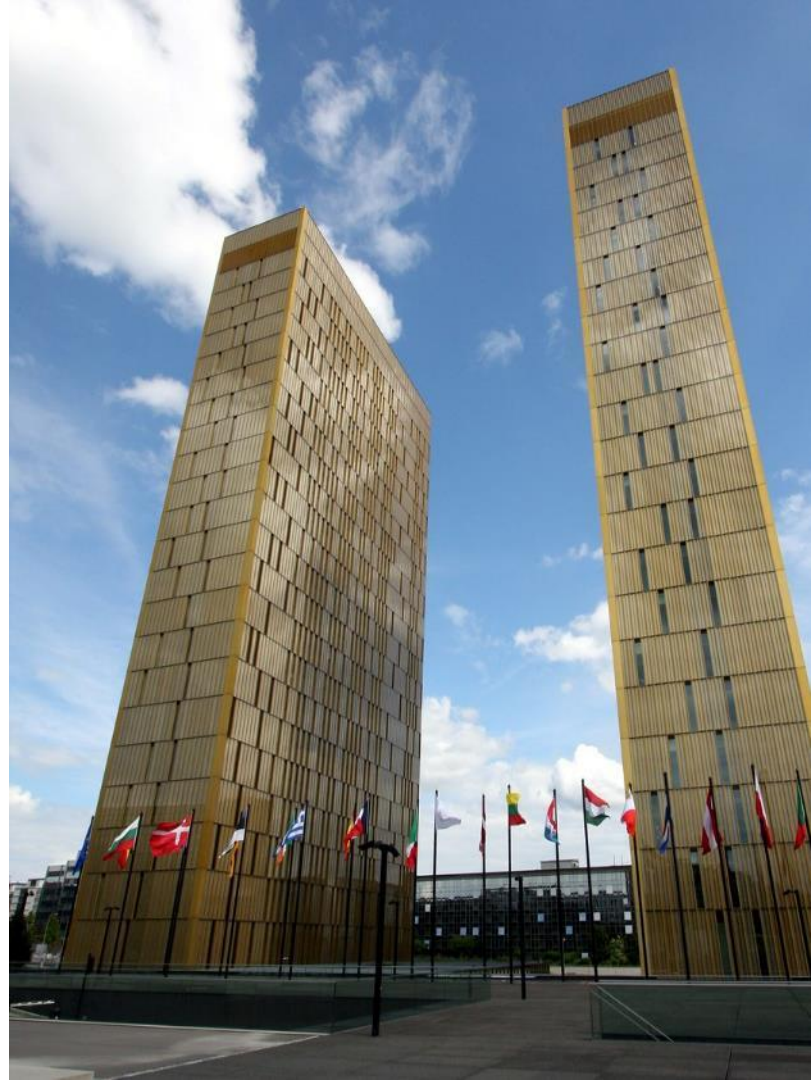
**Diretiva 2002/58/CE** do Parlamento Europeu e do Conselho, relativa ao tratamento de dados pessoais e à proteção da privacidade no setor das comunicações eletrônicas  
(Ampliada em 2009)



← 2006



**Diretiva 2006/24/CE** do Parlamento Europeu e do Conselho, relativa à conservação de dados gerados ou tratados no contexto da oferta de serviços de comunicações eletrônicas publicamente disponíveis ou de redes públicas de comunicações (Invalidada pela CJUE em 2014)



← 2005-11

**Marco da Privacidade (APEC)**  
(atualizado em 2015)

**Cross-Border Privacy Rules**  
(2011)



2012



## Carta dos Direitos Fundamentais da União Europeia

Artigo 7. - Todas as pessoas têm direito ao respeito pela sua **vida privada** e familiar, pelo seu domicílio e pelas suas comunicações.

Artigo 8. - 1. Todas as pessoas têm direito à **proteção dos dados de carácter pessoal** que lhes digam respeito.

2. Esses dados devem ser objeto de um tratamento leal, para fins específicos e com o consentimento da pessoa interessada ou com outro fundamento legítimo previsto por lei. Todas as pessoas têm o direito de aceder aos dados coligidos que lhes digam respeito e de obter a respetiva retificação.

3. O cumprimento destas regras fica sujeito a fiscalização por parte de uma autoridade independente.





2013



**Regulamento (UE) n. 611/2013**  
da Comissão, relativo à  
notificação da violação de dados  
pessoais

2013



**OCDE** – Diretrizes sobre  
proteção de dados, refletindo o  
aumento do uso de  
computadores para processar  
transações comerciais  
(atualização do texto de 1980)





**2012-4**

**2012**

Declaração de Princípios de Privacidade e Proteção de Dados Pessoais nas Américas (OEA)

**2014**

Estudos sobre uma lei modelo sobre proteção de dados pessoais (OEA)

**1: Propósitos Legítimos e Justos**

**2: Clareza e Consentimento**

**3: Adequação e Necessidade**

**4: Uso Limitado e Retenção**

**5: Dever de Confidencialidade**

**6: Proteção e Segurança**

**7: Fidelidade da Informação**

**8: Acesso e Correção**

**9: Informação Sensível**

**10: Responsabilidade**

**11: Fluxo transfronteiriço de informações e responsabilidade**

**12: Publicidade das Exceções**

2016-8



# Regulamento Geral sobre a Proteção de Dados

Regulamento (UE) 2016/679  
do Parlamento Europeu e do  
Conselho, relativo à proteção  
das pessoas singulares no que  
diz respeito ao tratamento de  
dados pessoais e à livre  
circulação desses dados

|                      |                                                       |            |
|----------------------|-------------------------------------------------------|------------|
| Ticketek Argentina   | Tenemos algo importante para contarte - Ver...        | 31/05/2018 |
| Uber Technologies I. | Mudanças na Política de Privacidade da Uber -         | 28/05/2018 |
| viagogo              | Atualizamos nossa política de privacidade - O..       | 26/05/2018 |
| Facebook             | Pedro, estamos atualizando nossos Termos, ...         | 25/05/2018 |
| MOJO                 | Privacy is persoonlijk - Ja hoor, nog een mail ...    | 25/05/2018 |
| Ticketmaster         | Privacy. It's personal. - Ticketmaster German...      | 25/05/2018 |
| Cabify               | Novidades na nossa política de privacidade! - (       | 25/05/2018 |
| Catalonia Hotels an. | New Privacy Policy - If you are unable to view...     | 25/05/2018 |
| Ticketmaster         | Privacy. It's personal - Privacy. It's personal. A... | 25/05/2018 |
| Keeper Security      | Keeper >> Update to Privacy Policy and GDP ...        | 24/05/2018 |
| Ticketmaster         | Privacidad. Es personal. - To view this email ...     | 24/05/2018 |
| Ticketmaster   Info  | Privacy is persoonlijk - E-mail niet leesbaar? ...    | 23/05/2018 |
| eBay                 | Atualizações no Contrato do Usuário do eBay -         | 23/05/2018 |
| International Olymp. | Informações importantes relacionadas à nos...         | 23/05/2018 |
| Udemy                | Updates to our Terms of Use and Privacy Pol...        | 16/05/2018 |
| Twitter              | Uma atualização na segurança da sua conta - C         | 05/05/2018 |
| Twitter              | Atualizações aos nossos Termos de Serviço ...         | 03/05/2018 |
| eBay                 | Atualização do Aviso de Privacidade - Ver es...       | 01/05/2018 |
| Periscope            | Updates to Periscope's Terms of Service and ...       | 25/04/2018 |
| Instagram            | peuvillena, review and agree to our updated ...       | 25/04/2018 |

← Pós  
GDPR

CCPA

LGPD

Tailândia

Índia

Coreia do Sul

ON YOUR MARK  
GET READY  
ANY TIME NOW  
REALLY SOON!!!





LatAm

**1998** - Uruguai *[T108 em 2013]*

**2000** - Argentina *[T108 em 2019]*

**2010** - México *[T108 em 2018]*

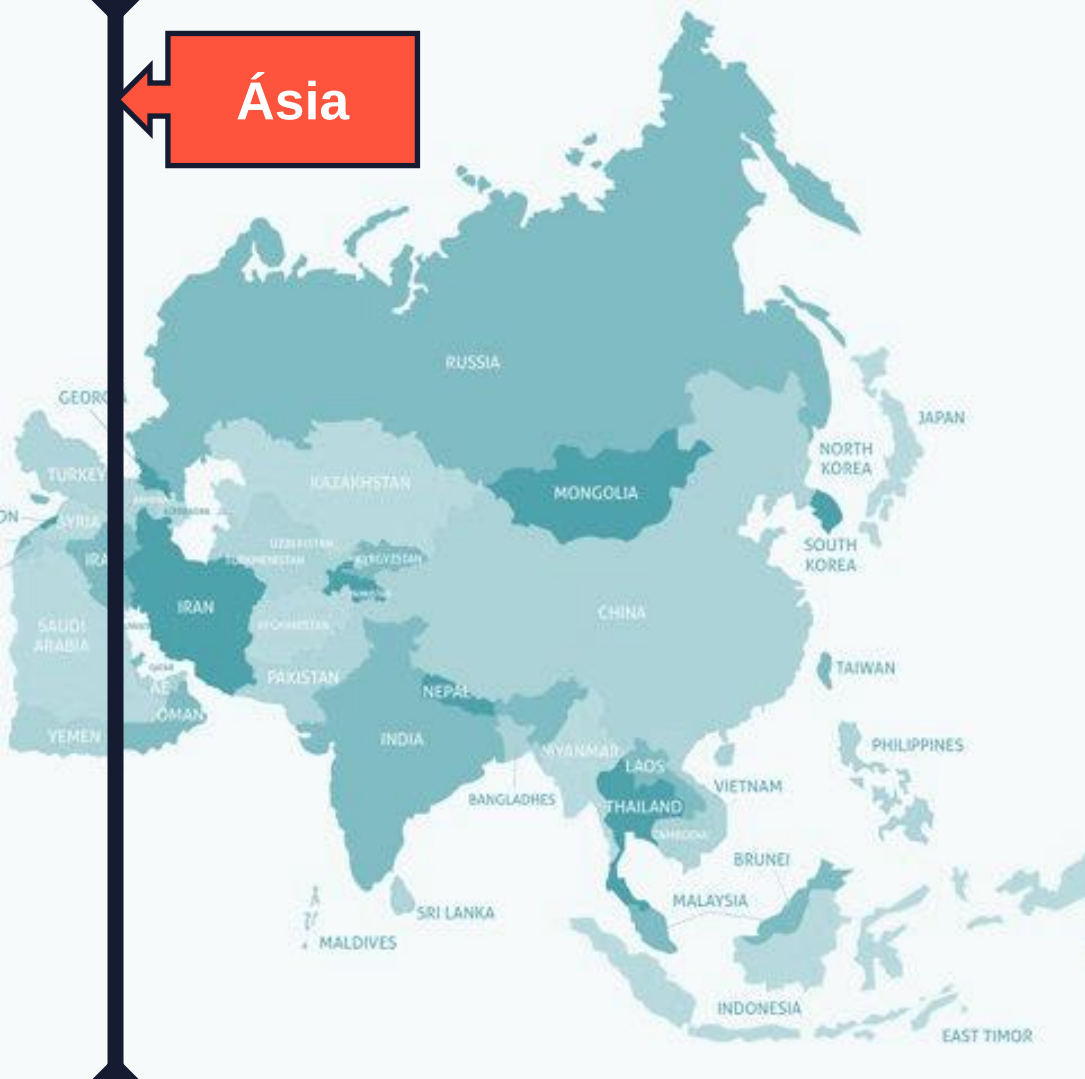
**2011** - Peru

**2012** - Colômbia, Costa Rica e Nicarágua

**2013** - Rep. Dominicana

**2018** - Brasil

# Ásia



**1995** - Hong Kong e  
Taiwan (público + parte do privado)

**2001** - Coreia Sul  
(público + parte do privado)

**2003** - Japão

**2006** - Macau (modelo português)

**2009** - Malásia

**2012** - Filipinas (ainda não vige,  
ausência AN) e Singapura





**“LGPD”**  
**V.**  
**“GDPR”**



## Semelhanças

- Conceitos gerais
- Direitos dos titulares
- Necessidade de base legal para o tratamento
- Inversão do ônus da prova
- Existência de um ente regulador
- Existência de um DPO
- Regras de IDT
- **Sistema similar**



## Diferenças

- Bases legais inconsistentes
- LGPD não define “menor” (GDPR - consentimento válido aos 16 anos)
- LGPD exclui responsabilidade dos agentes se dano causado exc. por titular ou terceiro (GDPR42).
- LGPD não obriga a formalização de contratos entre controladores e operadores (GDPR28.3)
- LGPD tem menor grau de detalhamento quando ao DPIA
- LGPD estabelece prazo razoável para notificação de incidente, o GDPR prevê 72 horas (GDPR85)



# Nível de proteção



**Grupos pares**

**Por que devemos  
constitucionalizar a  
proteção de dados  
pessoais?**



**Grupos ímpares**

**Por que **não** devemos  
constitucionalizar a  
proteção de dados  
pessoais?**

CONSTITUIÇÃO  
POLÍTICA  
DA  
REPÚBLICA  
PORTUGUESA



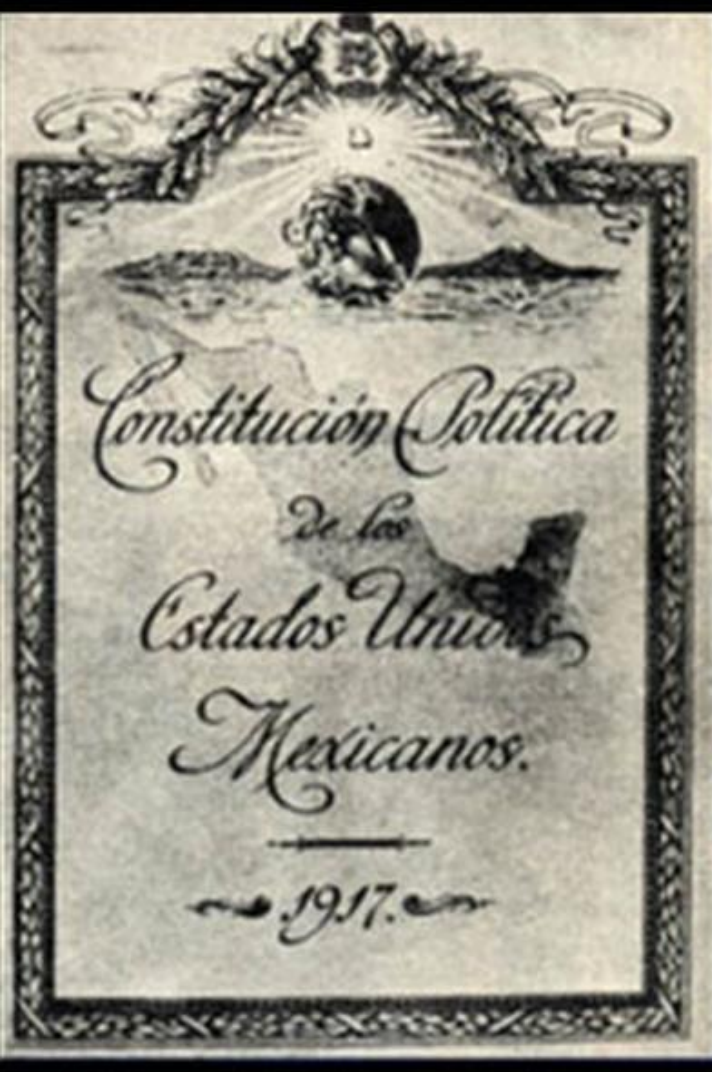
1976

## 1982-2005 – Inclusão gradual

### Artigo 26. - Outros direitos pessoais

1. A todos são reconhecidos os direitos à identidade pessoal, ao desenvolvimento da personalidade, à capacidade civil, à cidadania, ao bom nome e reputação, à imagem, à palavra, à reserva da intimidade da vida privada e familiar e à proteção legal contra quaisquer formas de discriminação.
2. A lei estabelecerá garantias efetivas contra a obtenção e utilização abusivas, ou contrárias à dignidade humana, de informações relativas às pessoas e famílias.





## 2016 - Inclusão do art. 6.VIII

La Federación contará con un organismo autónomo (...) responsable de garantizar el cumplimiento del derecho de acceso a la información pública y a la protección de datos personales (...).

En su funcionamiento se regirá por los principios de certeza, legalidad, independencia, imparcialidad, eficacia, objetividad, profesionalismo, transparencia y máxima publicidad.

El organismo garante tiene competencia para conocer de los asuntos relacionados con el acceso a la información pública y la protección de datos personales de cualquier autoridad, entidad, órgano u organismo que forme parte de alguno de los Poderes Legislativo, Ejecutivo y Judicial, órganos autónomos, partidos políticos, fideicomisos y fondos públicos, así como de cualquier persona física, moral o sindicatos que reciba y ejerza recursos públicos o realice actos de autoridad en el ámbito federal; con excepción de aquellos asuntos jurisdiccionales que correspondan a la Suprema Corte de Justicia de la Nación, en cuyo caso resolverá un comité integrado por tres ministros.

También conocerá de los recursos que interpongan los particulares respecto de las resoluciones de los organismos autónomos especializados de las entidades federativas que determinen la reserva, confidencialidad, inexistencia o negativa de la información, en los términos que establezca la ley.



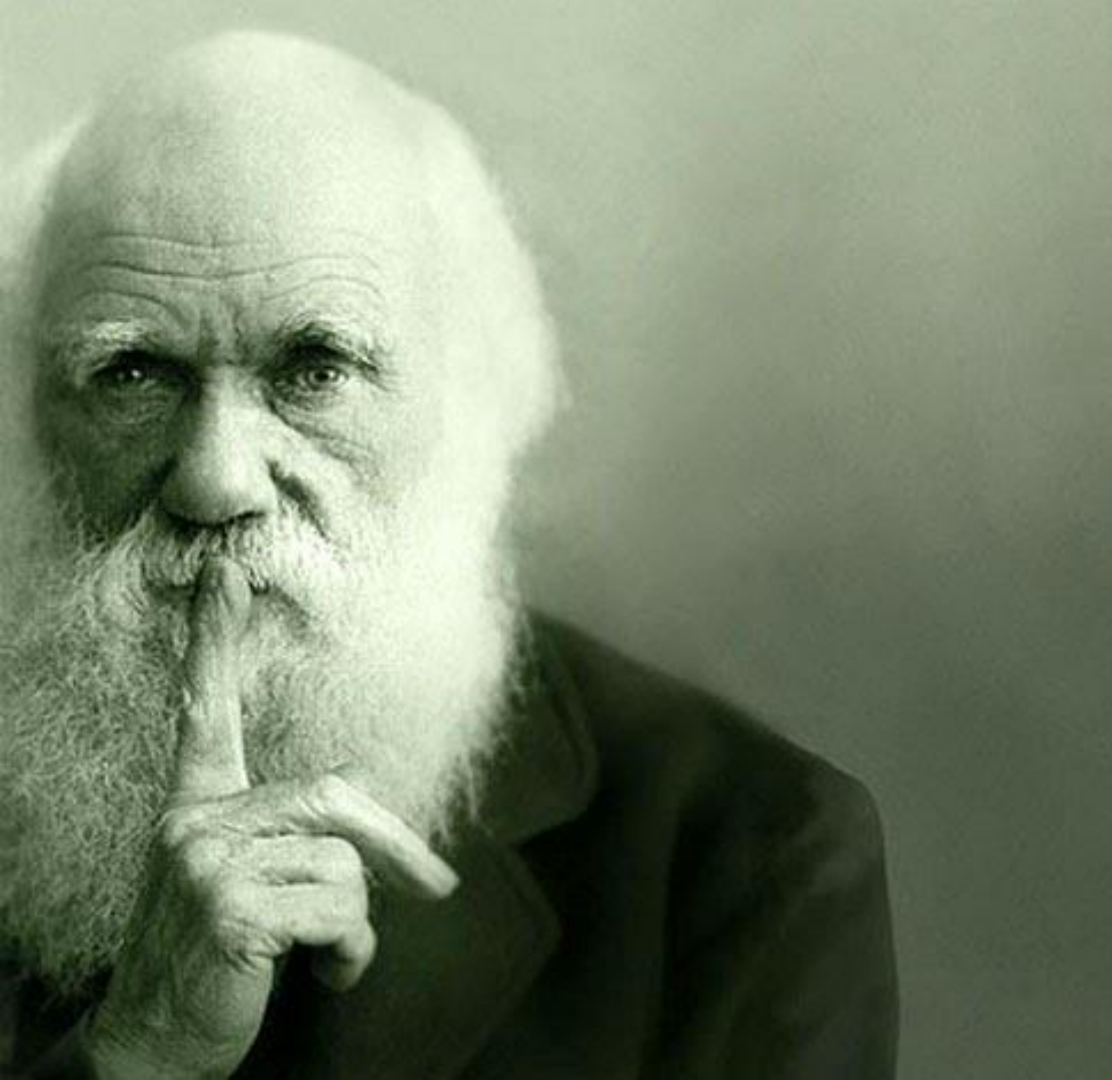
## Brasil: PEC17/2019

**Art. 5 - XII** – é inviolável o sigilo da correspondência e das comunicações telegráficas, de dados e das comunicações telefônicas, salvo, no último caso, por ordem judicial, nas hipóteses e na forma que a lei estabelecer para fins de investigação criminal ou instrução processual penal, bem como é assegurado, nos termos da lei, o direito à proteção dos dados pessoais, inclusive nos meios digitais;

**Art. 22 - XXX** – proteção e tratamento de dados pessoais.

**ADI6387 (???)**





## **Constante evolução**

Entre 1970-2010, uma média de 2,5 jurisdições adotaram LPD por ano

Entre 2010-2019, essa média é de 5 jurisdições por ano.

**Tem volta?**



**MANSUR MURAD**  
ADVOGADOS

**Pedro Vilhena**  
[pvi@muradpma.com](mailto:pvi@muradpma.com)